



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

Bruxelles, le 7 juin 2010

10743/10

**PE 253
BUDGET 37
INST 197
PESC 752
SIRIS 90
VISA 148
EURODAC 28
COMIX 417
CODEC 529
PARLNAT 23
FIN 238**

NOTE

du : Secrétariat général
aux : Délégations

Objet: **Réunion de la commission du contrôle budgétaire (CONT) du Parlement européen,**
Bruxelles, le 31 mai 2010
Président : M. De Magistris (ALDE, IT)

I. Calendrier de la décharge, de l'audit et de la lutte antifraude 2010-2014 - Présentation d'Algirdas Šemeta, commissaire chargé de la fiscalité et de l'union douanière, de l'audit et de la lutte antifraude

Le Commissaire Šemeta a prononcé le discours repris en Annexe.

Les députés ont bien accueilli le programme de travail du Commissaire, certains le qualifiant d'impressionnant. Mais Mme Grässle (PPE, DE) a tenu à préciser que les annonces ne sont pas suffisantes et le Commissaire sera jugé à l'aune de ses résultats.

Un certain nombre de questions ont porté sur la nécessité d'améliorer l'efficacité de l'OLAF en raison du fait que le système européen de lutte contre la fraude est considéré trop faible face à l'ampleur de celle-ci (Mme Grässle, M. Geier (S&D, DE)). Le Commissaire a répondu que le chiffre qui circule - selon lequel seulement 7% des enquêtes de l'OLAF aboutiraient à des résultats - n'est pas correct ; cela n'est pas pour autant une raison pour ne pas travailler à améliorer l'efficacité de l'OLAF, a-t-il conclu.

M. Geier a soulevé la question des fonds de l'UE qui transitent par des fonds fiduciaires de l'ONU. Le Commissaire a évoqué la possibilité de créer des fonds fiduciaires de l'UE, afin de garantir un contrôle direct sur leur gestion. Mme Grässle a déploré que la Commission accepte de plus en plus souvent l'externalisation du budget européen, par le biais des fonds fiduciaires de l'ONU d'abord et le budget du SEAE ensuite, si, comme cela semble probable, ce dernier ne sera pas inclus dans la section III.

L'accord avec le Lichtenstein, le contrôle sur l'utilisation des fonds communautaires et le concept de risque d'erreur tolérée ont également été évoqués dans le débat.

II. Agence pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle dans le domaine de la liberté, de la sécurité et de la justice

CONT/7/00015, ***I 2009/0089(COD) COM(2010)0093 – C7-0046/2009

Rapporteur pour avis: Marian-Jean Marinescu (PPE, RO) - Fond: LIBE – Carlos Coelho (PPE, PT)

Le rapporteur s'est exprimé en faveur d'un programme pluriannuel pour cette agence, d'une réduction des membres du Conseil d'administration et de la participation de trois membres du Conseil d'administration dans la commission d'audit.

Le représentant de la Commission a dit que la plupart des amendements proposés avaient déjà été pris en compte par le groupe de travail du Conseil le jour même. Par contre, celui sur le nombre des membres du Conseil d'administration était plus problématique. En raison du fait que l'agence traite de questions sensibles pour les États membres, ils doivent avoir un droit de regard, ce qui ne peut être assuré que si le Conseil d'administration compte un membre par État membre. En outre, selon le représentant de la Commission, l'audit doit être mené par un organe indépendant et il a donc déconseillé que des membres du Conseil d'administration en fassent partie. M. Marinescu a rétorqué que leur participation permettrait d'établir une liaison et d'apporter leur expérience.

Discussion commune :

III. Service européen pour l'action extérieure

CONT/7/02650 2010/0816(NLE) 08029/2010 – C7-0090/2010

Rapporteur pour avis: Ivailo Kalfin (S&D, BG) - Fond: AFET* – Elmar Brok (PPE, DE)

IV. Paquet SEAE: Budget rectificatif

Rapporteur pour avis: Zigmantas Balčytis (S&D, LT) Fond: BUDG

V. Paquet SEAE: Statut

Rapporteuse pour avis: Edit Herczog (S&D, HU) - Fond: JURI –

VI. Modification du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes en ce qui concerne le service européen pour l'action extérieure

CONT/7/02636, ***I 2010/0054(COD) COM(2010)0085 – C7-0086/2010

Rapporteur pour avis: Crescenzo Rivellini (PPE, IT) - Fond: BUDG – Ingeborg Gräßle (PPE, DE)

VII. Modification du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes.

CONT/7/02449, ***I 2010/0047(COD) COM(2010)0071 – C7-0063/2010

Rapporteur pour avis: Crescenzo Rivellini (PPE, IT) - Fond: BUDG – Ingeborg Gräßle (PPE, DE)

M. Kalfin (S&D, BG), Rapporteur pour avis pour le **Service européen pour l'action extérieure**, a insisté sur les questions de la transparence et sur la nécessité de lignes de commandement claires pour ce qui est de la responsabilité budgétaire. Il a estimé que la solution retenue par le Conseil - un SEAE *sui generis* - n'est pas la plus brillante du point de vue budgétaire, mais il faut commencer à s'y préparer en tant que "plan B". Il a considéré que la division des fonds entre le EEAS et la Commission devra être contrôlée de façon "consolidée" et que la Commission sera donc appelée à présenter un budget consolidé pour tous les aspects budgétaires liés au SEAE (dépenses administratives et opérationnelles). Selon lui le Parlement européen devrait avoir un rapporteur permanent unique. La question de la loyauté et de la responsabilité des diplomates nationaux, la flexibilité dans les dépenses des délégations, l'audit et la difficile neutralité budgétaire du SEAE ont été également évoqués par le rapporteur.

M. Balčytis (S&D, LT), Rapporteur pour avis pour le **Paquet SEAE: Budget rectificatif**, a dit que, du fait que le SEAE sera considéré comme une nouvelle institution, son budget devrait être particulièrement clair et la décharge donnée au Président de la Commission.

M. Geier (S&D, DE), au nom d'Edit Herczog (S&D, HU), Rapporteur pour avis pour le **Paquet SEAE: Statut**, a estimé qu'aussi bien les règles que les coûts liés au personnel de SEAE ne sont pas clairs pour l'instant. Il a considéré que les coûts liés au transfert du personnel vers le SEAE, sa rotation, la formation des diplomates nationaux, etc., tout reste encore à clarifier.

M. Rivellini (PPE, IT), rapporteur pour avis de la **Modification du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes en ce qui concerne le service européen pour l'action extérieure et Modification du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes**, a critiqué le choix de la Commission de présenter des instruments législatifs séparés. Il a également fait état de nombreuses perplexités quant à leur substance.

Il a notamment mis en doute que le Parlement européen ait un véritable pouvoir de donner la décharge au SEAE. Il a considéré que la différence entre dépenses administratives et opérationnelles est loin d'être claire dans certaines versions linguistiques de la proposition de la Commission, que les chefs de délégation reçoivent des instructions par trop de sujets différents et que ceux qui contrôlent et que ceux qui sont contrôlés trop souvent coïncident. Il a appelé le Parlement européen à persévérer dans la stratégie du "paquet" et à parler d'une seule voix.

M. Jouanjean, Directeur général à la DG Budget de la Commission, a invité le Parlement européen à comprendre l'urgence de mettre sur pied le SEAE : ce n'est pas le moment de faire preuve de faiblesse interne vis-à-vis des partenaires de l'UE. En réponse aux députés il a précisé que:

- la divergence entre les versions linguistiques de la proposition sur la modification du règlement financier est un simple problème de traduction,
- les arrangements proposés pour les chefs de délégation ont pour but d'augmenter leur visibilité, leur représentativité et leur capacité d'action, mais rien ne change quant à leur responsabilité budgétaire vis-à-vis de la Commission,
- sur les questions du personnel, beaucoup de malentendus demeurent entre le Parlement européen et la Commission.

M. Christoffersen, Conseiller spécial de la HR sur la question du SEAE, a souligné lui aussi l'urgence de créer le SEAE, en faisant valoir que le Parlement européen n'a pas intérêt, pour ce qui est de ses pouvoirs de contrôle, de prolonger la situation de transition actuelle. Il a insisté sur le caractère *sui generis* du SEAE, semblable à rien d'autre, ni dans l'histoire de l'UE, ni dans les systèmes nationaux. Il a ajouté que la méthode communautaire est respectée sur plusieurs points: responsabilité budgétaire, OLAF, décharge, non discrimination du personnel, etc. Il a rappelé que, bien que le Parlement européen ait un simple pouvoir de donner un avis consultatif sur la décision établissant le SEAE, *de facto* il s'agit d'un "environnement de codécision" étant donné les liens entre les divers instruments.

Mme Grässle (PPE, DE) et M. Geier (S&D, DE) ont rejeté toute accusation lancée au Parlement européen de retarder la mise sur place du SEAE : s'il y a du retard, cela est dû à la Commission qui n'a pas encore publié toutes les propositions. Mme Grässle a critiqué le Conseil qui fait "cavalier seul" et a réitéré que les arrangements proposés ne sont pas positifs du point de vue budgétaire.

VIII. Dates de la prochaine réunion

22 juin 2010, de 15 heures à 18 h 30, à Bruxelles

12 juillet 2010, de 15 heures à 18 h 30, à Bruxelles

13 juillet 2010, de 9 heures à 12 h 30, à Bruxelles

SPEECH/10/275

Algirdas Šemeta

EU Commissioner for Taxation and Customs Union, Audit and Anti-Fraud

Presentation of anti-fraud and audit agenda

*Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort*

European Parliament – Committee on Budgetary Control

Brussels, 31 May 2010

Dear ladies and gentlemen,

I am happy to present today my agenda on discharge, audit and anti-fraud.

I prepared this agenda in the very spirit of developing a genuine partnership with the European Parliament and with your Committee to address the essential objective to improve the protection of the financial interest of the European Union.

This means preventing errors by improving financial management, designing effective control systems and fighting any form of fraud to the EU budget.

This obviously implies that all stakeholders have to play their role and assume their responsibility: the EU institutions and their services but also the Member States.

Regarding first discharge and audit, I would like to focus on the following topics:

We need stronger tools in a revised framework

The risk of errors increases with the complexity of rules. Therefore, following the Court of Auditors recommendations and the discharge authority resolutions, the Commission approved last week the review of the Financial regulation including further simplification on grants and requirements for costs reimbursements.

This will ease the access to EU funding while preserving the sound financial management principles.

For the next generation of programmes, we will analyse the main causes of errors, the costs of control and issue guidance to streamline future legislation.

In this context, a proposal of Tolerable Risk of Error has been adopted last week covering Energy, Transport and Research and Rural development. This will be completed by the other policy areas until 2011. I do believe that this approach based on a concept developed by the Court of Auditors can provide the basis for a more performant and cost/effective control policy adapted to the different programmes.

In parallel, I will promote a qualitative approach toward the EU spending. Eligibility and regularity of transaction are important concerns. But the justification of the EU intervention and the actual delivery of the expected results seem to me equally important. Here we will focus on performance of EU actions and include the necessary objectives and indicators at the same time we design the new spending programmes.

I do intend also to enhance the role of the Commission's internal audit function as regards the follow up of the discharge recommendations. As chair of the Audit Progress Committee, I have asked the internal audit service to develop a methodology not only to check if the actions designed to reply to the recommendations are implemented but whether the measures taken address effectively the issue and mitigate the risk.

Finally, I have proposed to include in the triennial review of the Financial Regulation a provision enabling to establish European Trust Funds for managing multi-donors contributions in the external policy area such as for emergency assistance. This should give not only more visibility to the Union's action in the world but also enhance the control on the use of the EU budget in this context.

We need a new Partnership

A new Partnership means that all stakeholders understand their role and assume their responsibility to achieve our common objectives. This will be translated in particular through the requirement of a annual management declaration of assurance from the accredited bodied in the Member States. This declaration will be subject to an opinion of an independent audit boby.

In parallel, we will assess the added-value of the annual summaries and national declarations in terms of their contributions to the Commission's general assurance.

The national Supreme Audit Institutions will be invited to be more involved in the control of the execution of the EU budget in the Member States, in the spirit of the Single Audit Model proposed in 2004 by the European Court of Auditors.

Finally, I do support and will collaborate to the organisation of a **conference with all main stakeholders** dealing with the execution of the EU budget and the discharge procedure as proposed in the 2008 discharge resolution. This could optimally take place at the beginning of 2011.

Improvement of recovery and financial correction

To be able to fully assume its final responsibility on the execution of the EU budget, the Commission needs an effective policy of recovery and financial corrections of amounts unduly paid.

This needs to be reflected in exhaustive and reliable information, not only regarding what the Commission is directly responsible for such as for direct management, but also what the Member States have to do.

Therefore, information on **recoveries and financial correction** in the accounts will be substantially improved from this year. For agriculture and Structural Funds, the figure are detailed by Member State.

Further efforts will be deployed to **improve the information from Member States** on their financial corrections: on-the-spot controls, recommendations, training and best practices.

This is a pre-condition if we want that the Court of Auditors takes into account the multiannual dimension of the EU programmes.

I will now turn to the other part of my portfolio: Anti fraud policy and OLAF.

Anti-fraud policy and OLAF have a major role to play in times of financial crisis. It is very important that funds are spent the right way. Irregularities, fraud and corruption have first of all to be prevented, but also to be detected. Funds paid to fraudsters have to be recovered rigorously.

Therefore OLAF needs a lot of my attention and it receives and will receive this attention.

The following points of my agenda which you have received in writing already, I would like to highlight to you today:

First, the Vacancy Notice for the Director (General) of OLAF:

It is important that we move forward quickly in finding the new Director General. The priority is to find the best possible candidate for this post. I will send you during the next days the provisional timetable for the procedure, and I look forward to your active participation in this process.

Second, the (re-)appointment of the Supervisory Committee of OLAF:

I have sent on 25 May 2010 a letter to the European Parliament and to the Council in this respect.

As all members have agreed to a second term, the re-appointment of the present members of the Supervisory Committee could be envisaged. The mandate of the present members of the Supervisory Committee would expire on 30 November 2011. I am confident that we can reach soon a common accord with the European Parliament and the Council on this issue. The selection procedure for a new Supervisory Committee has then to be launched in due time.

Thirdly, the reform of OLAF:

As outlined in my hearing it is a matter of priority to deliver the requested reflection paper on the reform of the legal basis for OLAF. It will be presented to the European Parliament and the Council before this summer break. Based on the dialogue with the European

Parliament and the Council on this reflection paper, the Commission will present an amended proposal.

I do sincerely hope that on this basis the legislative process of the Reform of OLAF can be concluded by the end of 2011.

Fourthly, the further improvement of the efficiency of OLAF:

Apart from the reform of the legal basis of OLAF the Commission will strive for further improvement of the efficiency and effectiveness of OLAF, taking due notice of the reports of the European Parliament, the recommendations of the Supervisory Committee and also of the Court of Auditors (The Court of Auditors is undertaking at the moment a follow-up of its audit report of 2005). To that end, I will also regularly meet with the Supervisory Committee.

I will also follow up the further improvement of the co-operation with the Member States on administrative level and in the context of the reform of the OLAF regulation.

Fifthly, I want to add some words on the preparation of the establishment of the European Public Prosecutor's office (EPPO) for the protection of the financial interests of the EU:

This issue requires in depth discussions to identify the best options for OLAF and the EPPO.

Vice President Reding and myself have asked our respective services to join forces on this project.

The European Parliament will be closely involved in this process. The Commission counts on your support for this major initiative which should lead to a considerable improvement of the protection of the Union's financial interests in the field of law enforcement.

Sixthly, I will see that international co-operation and instruments are re-inforced and further developed.

To efficiently combat fraud, corruption, smuggling of cigarettes and other illegal activities which have by nature a global dimension, the EU and its Member States need a solid international cooperation framework and effective instruments.

I just mention as examples specific anti-fraud and control provisions with regard to a number of Partnership and Co-operation Agreements and Association Agreements, a reinforced cooperation with African states and a closer co-operation with Latin-America, starting with a conference in Panama in October 2010, and the world-wide agreement to combat Illicit Trade in Tobacco Products.

Last, but not least, the fight against tax evasion is of especially high relevance. I will talk to the respective Presidencies of the Council to ensure that this topic stays on the agenda. In this context it is important to finalise the anti-fraud agreement with Liechtenstein¹ as soon as possible.

Finally, I would like to come to the Anti-Fraud policy in general:

¹ Council decision on the signing and on the conclusion of a co-operation agreement between the European Community and its Member States, of the one part, and the Principality of Liechtenstein of the other part, to combat fraud and any other illegal activity to the detriment of their financial interests

The co-operation between OLAF and some DGs needs to be further extended throughout the Commission. Some DGs have developed a specific anti-fraud strategy, but not yet all. OLAF has started to prepare risk assessments for geographical regions, but this is only the beginning.

Therefore, a coherent framework for anti-fraud strategies within the Commission will be developed during my mandate which leaves enough room for tailor-made instruments adapted to the individual needs of each DG and service. In the context of the preparation of the next Multi-annual Financial Framework, the overall strategic approach for the fight against fraud has to be reviewed and presented in a new Commission's communication.

I will keep you regularly informed about the progress of these actions.

I count on your support to implement this agenda in the very spirit of Partnership between our two institutions.

Thank you for your attention.
